



Des moyens pour l'éducation !

Près de la moitié des collèges et lycées du département de Loire-Atlantique ont commencé l'année scolaire avec un ou plusieurs postes non pourvus (enseignant-es, AESH¹, AED², infirmières, assistantes sociales, agents techniques et administratifs, psychologues). À la date d'aujourd'hui, il manque encore des dizaines de personnels.

Dans le premier degré, 50 enseignant-es manquaient à la rentrée dont les postes ont été comblés en mobilisant des remplaçant-es, plusieurs RASED³ sont incomplets et des dizaines d'élèves en situation de handicap ne sont pas accompagné-es à cause du manque d'AESH.

Malgré une augmentation du nombre d'enseignant-es par élèves, les seuils d'ouverture et de fermeture de classe n'ont pas évolué depuis des années. Résultat : de nombreuses classes sont surchargées.

Partout, les remplacements de personnels absent-es pour maladie, pour maternité, ou pour formation, deviennent l'exception.

Cette situation affecte directement les apprentissages des élèves qui sont privé-es des cours et des accompagnements dont ils et elles devraient bénéficier. C'est d'autant plus inacceptable que la crise sanitaire a déjà occasionné de nombreuses interruptions dans la scolarité des élèves au cours des deux dernières années (éviction pour covid ou cas contact, profs isolés pour vulnérabilité) créant une augmentation des inégalités scolaires.

Pour compenser le manque de moyens, les personnels sont soumis à de multiples pressions pour faire des heures supplémentaires, pour renoncer à se former ou pour exercer dans plusieurs écoles ou établissements.

Les vies scolaires sont sous tension permanente.

Dans le premier degré alors que les brassages sont à proscrire, ils ne peuvent être évités à cause du manque de remplaçant-es.

Les autorités multiplient les contrats précaires et mal payés de personnels qui prennent leurs fonctions sans formation préalable. Face aux difficultés du métier, certain-es démissionnent après quelques semaines seulement. Les élèves voient ainsi défiler les remplaçant-es dans les classes au mépris de toute continuité pédagogique.

Les organisations FSU, SNALC, SUD, CGT, UNSA, CFDT, FCPE44 réclament :

- le recrutement massif de personnels titulaires (enseignants, AESH, AED, etc.)
- l'allègement des effectifs de classe devenu d'autant plus nécessaire au regard des cours manqués
- l'instauration d'une réelle politique de résorption de la précarité de la maternelle à l'université

Elles soutiennent les parents d'élèves et les personnels qui se mobilisent pour obtenir davantage de moyens pour leurs écoles et leurs établissements.

Elles invitent l'ensemble des syndicats de personnels de l'éducation, d'étudiant-es, de lycéen·nes et les fédérations de parents d'élèves à une réunion le mercredi 15 décembre à 14h à la Maison des Syndicats pour décider des suites à donner à cette première alerte.

Nantes, le 14 décembre 2021

¹ Accompagnant-es aux Elèves en Situation de Handicap

² Assistant-es d'éducation

³ Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté